# Les vidéos amateurs qui dérangent...

Deutsche Welle,Â 06.04.2017 C'est une vidÃ©o qui continue de faire parler d'elle Ã  Bujumbura et au-delÃ  des frontiÃ¨res burundaises. Elle montre des jeunes Imbonerakure en train de chanter quâ€™ils vont enceinter les femmes des opposants du rÃ©gime. Les autoritÃ©s de Bujumbura ont bien essayÃ© de se dÃ©marquer de cette vidÃ©o menaÃ§ante, mais trop tardivement selon l'opposition et les organisations indÃ©pendantes de la sociÃ©tÃ© civile qui dÃ©noncent une rÃ©action "lÃ¢ch

Dans un communiquÃ© largement diffusÃ© sur les rÃ©seaux sociaux, le CNND-FDD a en effet condamnÃ© l'utilisation de la chanson quiÂ : "ne concorde pas avec son idÃ©ologie". Mais dans le mÃªme temps, des tweets et publications faisant la promotion des Imbonerakure ont inondÃ© les rÃ©seaux sociaux.Â La lenteur de la rÃ©action des autoritÃ©s burundaises n'est pas un cas isolÃ© en Afrique... En RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo, 13 fosses communes ont Ã©tÃ© rÃ©cemment dÃ©couvertes dans le centre du pays, grÃ¢ce notamment Ã  des videos amateurs filmÃ©es par de simples citoyens. Kinshasa avait d'abord catÃ©goriquement dÃ©menti ces informations avant de se raviser et accepter l'ouverture d'une enquÃªte sous la pression de l'ONU. Un autre exemple Au Tchad, la vidÃ©o du viol collectif d'une jeune fille par des fils de dignitaires du rÃ©gime avait provoquÃ© l'Ã©moi Ã  NDjamena. Le gouvernement d'Idriss DÃ©by avait Ã©tÃ© obligÃ© d'intervenir pour Ã©vite embrasement gÃ©nÃ©ralisÃ©.Â Ce genre d'Ã©vÃ©nement relance le dÃ©bat sur l'importance du cyber-citoyen en Afrique, oÃ¹ internautes improvisÃ©s ou professionnels ne laissent aucune chance Ã  la retention de l'information. Boureima SALOUKA est blogueur et consultant en communication au Burkina Faso: Â "C'est vrai qu'en matiÃ¨re de droit, il va falloir expertiser pour voir dans quelles conditions ces images ont Ã©tÃ© captÃ©es. Si elles sont elles recevables - il y a beaucoup de conditions mais aussi du conditionnel. Mais elles peuvent constituer des preuves pour demander des comptes Ã  des dirigeants dans un proche avenir".Â Â Â Des lois supranationalesÂ pour exiger la publication de ce type d'informations C'est ce que pense Julie Owono, directrice exÃ©cutive d'Internet sans FrontiÃ¨res. Pour elle, les dirigeants du continent, dont la totalitÃ© utilisent les rÃ©seaux sociaux pour communiquer avec la jeunesse africaine, doivent respecter les conventions internationales relatives Ã  l'accÃ¨s Ã  l'information. Elle rappelle que les pays qui ont adoptÃ© des lois dans ce sens "se comptent sur les doigts d'une main". Et puis, il ne suffit pas d'adopter une loi, encore faut-il l'appliquer. Et cela, selon Julie Owono, "c'est une autre paire de manches".

Â

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});